



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense, de la  
protection de la population et des sports

# Le Conseil fédéral entend restreindre le cercle de civils justiciables des tribunaux militaires

**Berne, 18.12.2020 – Dans le cadre du traitement des infractions commises par des personnes civiles, l'application du droit militaire s'étend à un moins grand nombre de cas. Ainsi, à l'avenir, seules les juridictions pénales ordinaires et les dispositions relatives à la protection du secret commises en temps de paix par des personnes civiles s'appliquent à la sphère militaire, le Conseil fédéral veut pouvoir, au cas par cas, attribuer aux autorités civiles la compétence si la circonstance matérielle ne justifie la compétence de la justice militaire. Dans ce but, lors de sa séance du 18 décembre 2020, le Conseil fédéral a décidé ce qui découle.**

Selon le droit en vigueur, la justice militaire est compétente pour juger certaines infractions, telles que la trahison, la désobéissance, etc. Le Conseil fédéral veut désormais inscrire aussi un certain nombre de ces infractions dans le code pénal pour que leurs auteurs puissent être poursuivis devant les tribunaux ordinaires. Pour d'autres infractions, le Conseil fédéral veut pouvoir attribuer la compétence à la justice militaire. Les modifications concernent le code pénal militaire, le code pénal et la loi fédérale du 23 juin 1950 sur la justice militaire. En outre, le Conseil fédéral suit deux approches.

## 1re approche : nouvelles dispositions dans le droit pénal ordinaire

Les nouvelles dispositions vont englober les activités d'espionnage et de trahison par violation de secrets militaires et la désobéissance à des mesures prises par les autorités militaires ou civiles. À l'avenir, les auteurs de ces infractions, y compris les civils, devraient être poursuivis devant les tribunaux ordinaires. D'où l'inscription de nouvelles dispositions dans le code pénal.

Ainsi, c'est un tribunal ordinaire qui devrait juger l'appropriation et la diffusion d'informations confidentielles nationales si aucun militaire n'est impliqué. Dans le cas contraire, par exemple si un militaire procède à la diffusion d'informations confidentielles nationales, la justice militaire reste compétente.

## 2e approche : possibilité de déferrement devant la justice pénale ordinaire

Concernant la compétence de la justice pénale ordinaire de juger les autres infractions relevant de la justice militaire, le Conseil fédéral veut pouvoir compléter l'art. 218 du code pénal militaire. Cela concerne les infractions commises par des civils qui ne sont pas de la compétence de la justice militaire pour des raisons matérielles. Un déferrement devant la justice pénale ordinaire d'un citoyen suisse fait service dans une armée étrangère.

La procédure de consultation prendra fin le 12 avril 2021.

## Informations complémentaires

[Projet de consultation](#)

[Rapport explicatif - Transfert de certaines tâches et compétences de la justice militaire à la justice civile ;](#)

## Adresse en cas de questions

Lorenz Frischknecht

Suppl. chef Communication / porte-parole du DDPS

+41 58 484 26 17

## Editeur

[Conseil fédéral](#)

[Secrétariat général du DDPS](#)

[Groupement de la Défense](#)